



MANAGEMENT PAR LA PEUR

Le mode de gestion néolibéral des rapports salariaux repose fortement sur l'utilisation managériale de la peur.

C'est ce que décrit Christophe Dejours, psychiatre spécialiste du travail dans son livre « souffrance en France – La banalisation de l'injustice sociale ». La peur s'inscrit dans les rapports de travail : peur de ne pas être à la hauteur, peur de perdre son emploi...

Cette peur est associée à une « menace de la précarisation ». La peur entraîne des conduites de soumission et d'obéissance et, in fine, elle annihile la faculté de penser. On parvient ainsi à faire tout accepter par des travailleurs en sous-effectif, même les choses qui vont contre les règles du métier, l'éthique professionnelle, la morale ou le simple bon sens.



On en arrive alors à des résultats exigés qui sont intenable, le mensonge règne, les ambiances sont délétères, l'isolement et la mise en concurrence génèrent de la souffrance individuelle, la surveillance et le contrôle marchent à plein, notamment via l'outil informatique. Dans l'administration, la taylorisation des activités est une réalité et la perte de sens s'est généralisée.

On mesure tout, même le qualificatif, mais au bout « les résultats sont toujours bons » masquant les reculs dans la manière d'exercer les missions et justifiant de nouvelles coupes en emplois et budgétaires.

Aujourd'hui le « top management » de la DRFiP 44 joue ainsi de la peur pour faire rentrer les agent-es des SIP dans le rang. Elle choisit la politique du bâton alors que les collègues sont déjà très mal.

Nous appelons l'ensemble des collègues à s'inscrire dans l'action avec la CGT.

MISE A MORT DE LA DGFIP

La CGT Finances Publiques sonne le tocsin au sujet de l'accélération du programme de destruction de la DGFIP. Après la « fuite » l'été dernier du document annonçant la fusion de directions départementales, voici la « fuite » des objectifs ciblés lors de la réunion des n°1 à Bercy le 13 décembre 2018. Et c'est du lourd !!!

- 1 poste comptable hospitalier par **GHT** (traduction, une unique trésorerie hospitalière départementale avec 50 emplois maximum) ;
- des SIP et SIE de grande taille avec effectif cible de 50 personnes (quid d'Ancenis, Châteaubriant et Pornic ?) ;
- 120 SPF pour toute la France ;
- incertitude sur l'avenir des PRS (Agence comptable recouvrement avec l'URSSAF toujours envisagée) ;
- organiser le réseau SPL sur une logique back-office/front office. Avec de un à trois services en back-office par département et un seul en front-office destiné à assurer la mission de conseil et d'expertise effectuée par un cadre ;
- arrêter les accueils généralistes « au fil de l'eau » pour ne plus faire que de l'accueil sur RDV. Et bien sûr, sans doute « pour lutter contre » la fracture territoriale, mise en place de « bus DgfiP », de permanences et de **Maisons de Services Au Public (MSAP)**.

Il est évident qu'en plus de détruire notre administration, notre réseau et nos missions, ce sont des milliers d'emplois qui vont être brutalement dissous dans l'acide. Voici le tempo de la Blitzkrieg :

- la DRFiP44 doit faire remonter à Bercy ses choix locaux avant le 15 février
- les projets départementaux validés par Bercy seront connus dès la mi-mars
- la réorganisation se fera sur la période 2020-2022

ENSEMBLE REFUSONS LE FATALISME

RÉUNISSONS-NOUS DANS LES SERVICES

**DISCUTONS DES MOYENS À METTRE EN ŒUVRE
POUR S'OPPOSER À LA CASSE DE NOTRE
ADMINISTRATION**

Battons nous avant de n'avoir plus rien à perdre

